

IMMIGRATION INTENSIVE

SINGULIER MOTIF DE RÉJOUISSANCE

Le parlement a commencé l'étude du discours du Trône.

Selon l'usage antique et solennel, dont on abuse au Canada plus que partout ailleurs, le morceau de littérature pâteuse et indigeste que nos politiciens régnants nous font servir par le gouverneur-général, contient une série de paragraphes creusement laudatifs. C'est l'énumération annuelle des événements dont le peuple est appelé à se réjouir. Parmi ces causes de congratulation, on manque rarement de placer l'invasion du pays par les déchets de l'Europe. Voici ce qu'on en dit cette année:

Un flot d'immigration considérable et BIEN VU DE TOUS s'est déversé dans notre pays au cours de l'été dernier. Le volume de l'immigration durant l'année courante est plus fort que celui de toute période correspondante de notre histoire et, plus que par le passé, il est venu des Îles Britanniques.

Il est impossible de couvrir d'un voile plus trompeur l'un des pires dangers qui menacent l'unité nationale et la conservation ethnique du Canada—le plus grave et le plus constant, après la force d'absorption morale des États-Unis. Du reste, l'un complète l'autre.

Politiciens, journalistes et "hommes d'affaires"—les trois classes de gens qui font l'opinion publique dans un pays où les hommes qui pensent cèdent le pas aux brasseurs d'argent—non-seulement ne semblent pas voir le danger, mais le favorisent de toutes leurs forces. Bleus comme rouges travaillent avec un ensemble qui ferait croire à une ébriération contagieuse, si une recherche plus attentive de leurs mobiles ne révélait le secret de cette conspiration anti-nationale.

Est-ce aveuglement? est-ce corruption? Les deux, je pense, avec, en plus, une bonne dose de fanatisme de race.

La plupart des politiciens de l'Ouest, et un certain nombre de ceux de l'Est, sont intéressés pécuniairement dans quelque entreprise—souvent dans plusieurs—qui leur profite en proportion de l'affluence de population qui les fait fructifier. Ces entreprises sont multiples: sociétés immobilières, irrigation, assèchement, mines, forêts, forces hydrauliques, etc., etc. C'est là qu'il faut chercher l'intérêt direct et immédiat du politicien, c'est-à-dire le mobile qui, à ses yeux, prime le salut de la nation et même celui de l'Empire, le bien public et même l'avantage "du parti."

Il y a ensuite l'intérêt des grandes compagnies de transport, par terre et par mer, dont plusieurs possèdent d'immenses domaines à coloniser et qui toutes tirent un bénéfice considérable de l'importation des immigrants d'Europe et surtout d'Angleterre, où sont les ports d'attache de la plupart de nos lignes transatlantiques. On sait de quelle manière les grandes compagnies gouvernent la conscience et les opinions des politiciens: depuis les blocs d'actions et les gros subsides électoraux jusqu'aux bouteilles de scotch whiskey, tout y passe. Comment nos hommes d'État et nos législateurs ne se sentiraient-ils pas le cœur débordant de joie en voyant grandir un état de choses qui menace de perdre la nation, mais qui remplit leurs goussets et abreuve leur gosier?

Il y a enfin l'intérêt des partis politiques. Dans un pays où l'on a à peu près réussi à tuer tout idéal, à subordonner toute préoccupation d'ordre moral et tout souci d'avenir aux conquêtes matérielles et brutales du moment, il est logique que le parti au pouvoir s'applique avant tout à marquer la marche ascendante du pays dans l'ordre purement matériel. "Un flot considérable d'immigration", quelle qu'en soit la qualité, quelque danger qu'il offre pour la conservation du caractère national et l'équilibre économique du pays, fait grossir rapidement les recettes du fisc et permet aux politiciens qui tiennent l'entonnoir de vanter leur génie administratif et financier. Si même, —et c'est ce qui est résulté jusqu'ici au Canada—ce flot déferle abondamment sur la terre américaine, ou, pis encore, s'il refoule un nombre considérable de Canadiens dont les étrangers prennent la place, ce mouvement de population n'en laisse pas moins tomber de fort jolies recettes dans le trésor fédéral et permet au ministre des finances d'annoncer triomphalement, chaque année, "un surplus"—ce summum de l'ambition des petits bourgeois et des financiers à courtes vues.

En voilà plus qu'il ne faut pour expliquer l'obstination et l'aveuglement volontaire que mettent nos politiciens de tous les partis, sous tous les régimes, à maintenir cette politique d'immigration criminelle, anti-sociale et anti-nationale.

Que les parlementaires se félicitent de la croissance d'un mal public qui fait leur bien à eux, nul ne saurait s'en étonner. Mais où ces messieurs en prennent trop à leur aise, c'est quand ils prétendent forcer tout le monde à se réjouir avec eux, c'est quand ils affirment que ce fléau est "bien vu de tous."

Qu'il soit "bien vu" des égoïstes, des cupides, des aveugles, des imbéciles et des faux patriotes qui dominent la politique et les partis, ou qui leur font cortège, c'est certain; mais en dehors de cette catégorie de malfaiteurs cortèges, il reste encore, quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse, un certain nombre de Canadiens qui pensent et pour qui le salut public passe avant les exigences de leur bourse et de leur ventre.

Ceux-là ne songent pas seulement aux profits des politiciens, aux bénéfices des compagnies de transport et aux recettes du trésor. Ils observent, avec une clairvoyante angoisse, les progrès du mal dans l'âme et le corps de la nation; et que constatent-ils? Un accroissement effroyable de la criminalité, de la folie, de tous les germes et de tous les symptômes de la dégénérescence morale, intellectuelle et physique. Ils interrogent les gouverneurs des prisons, les magistrats de police, les directeurs des hôpitaux et des asiles d'aliénés. Tous leur répondent, avec plus ou moins de réticences, que les nouveaux venus, dont "le flot considérable" réjouit si fort l'orgueil et la cupidité des politiciens, fournissent le plus gros et le pire contingent de leur clientèle putride.

Ainsi, d'un côté, profits sordides, dividendes, recettes. De l'autre, folie, syphilis, ivrognerie, viols, assassinats et, dans un avenir rapproché, crises économiques, désordres sociaux, désagrégation nationale. Voilà le bilan de cette politique.

L'actif profite aux spéculateurs et aux politiciens. La nation toute entière soldera le passif.

Qu'un Clifford Sifton ou un Bob Rodgers, avec leurs clients et leurs complices, se réjouissent des résultats, c'est tout naturel: ils y voient la source de leur puissance politique ou de leur fortune personnelle. Que dans leur monstrueux égoïsme, ils demandent au peuple tout entier de chanter l'alleluia avec eux, c'est encore explicable: quand Auguste a bu, la Pologne est ivre.

Mais ce qui est moins facile à comprendre, c'est que la masse du peuple canadien, qui, elle, paiera chèrement les conséquences de cette politique, persiste dans son indifférence et se laisse bêtement empoisonner pour le seul bénéfice des cormorans de la finance et des politiciens véreux.

Je ne veux pas traiter à fond, maintenant, l'aspect purement politique du problème: le danger pour les institutions britanniques, pour la permanence de la confédération canadienne, de cette invasion d'étrangers—étrangers par la race, par le sang, par les traditions, par les instincts, par les moeurs—qui formeront, dans un avenir très rapproché, une fraction du corps électoral canadien assez puissante pour diriger la politique fiscale et administrative du pays et, éventuellement, ses destinées politiques et nationales.

En dépit de leur égoïsme et de leur abrutissement, les politiciens ne sont pas sans quelque appréhension à ce sujet, surtout à cause de l'effet possible de cette immigration sur la politique fiscale, la seule qui puisse les atteindre au cœur, parce qu'elle touche à la bourse de leurs souteneurs de la haute finance. Cette préoccupation se trahit dans cette fin de phrase où les ministres fédéraux font observer qu'une proportion plus considérable d'immigrants est venue, l'an dernier, des Îles britanniques. Cette note, qui veut être rassurante, a aussi pour objet d'offrir quelque satisfaction à une catégorie nombreuse et bruyante d'Anglo-Canadiens, chez qui la passion de la domination de la race est le seul sentiment général qui fasse contrepoids à l'égoïsme individuel.

Cette fiche de consolation est illusoire. La plupart des immigrants du Royaume-Uni sont sans doute britanniques, au sens du droit international. Ils le sont peut-être nationalement au sens étroit et anglais du mot. Ils ne sont pas Canadiens, ni même britanniques, dans l'acceptation élargie qui résulte des circonstances et de l'évolution de notre histoire.

La confédération canadienne est née de la préoccupation nécessaire d'adopter les institutions politiques anglaises à un peuple mi-français, mi-britannique—et dont la partie britannique contenait autant ou plus d'éléments catholiques que saxons. L'unité morale de la confédération ne sera maintenue, les institutions britanniques elles-mêmes ne subsisteront au Canada, que si la base fondamentale du régime est préservée.

C'est l'éternelle survivance du problème que le gâle de lord Dur-

ham et encore mieux la généreuse sagacité de lord Elgin avaient si bien saisi; si l'on veut à tout prix faire du Canada exclusivement anglais, il cessera d'être canadien et même britannique. Il ne sera bientôt plus qu'un *adjunct*, de droit comme de fait, de l'immense agglomération anglochtone qui déborde sur nous, du sud au nord.

Une politique d'immigration vraiment canadienne devrait être, comme toute autre manifestation de la vie nationale canadienne, une politique d'immigration anglo-française. Aveuglés en cela comme en mainte autre circonstance par la veulerie et l'avachissement de nos politiciens canadiens-français plus encore que par leur propre étroitesse d'esprit, les hommes d'Etat anglo-canadiens ne l'ont pas compris. La couronne britannique, le peuple anglo-canadien, le Canada tout entier, paieront, tôt ou tard, le prix de cette aberration.

HENRI BOURASSA.